



Décision individuelle N° 2021-326

Pétitionnaire : SMIAGE - Syndicat Mixte pour les Inondations, l'Aménagement et la Gestion des Eaux
Adresse : 147 boulevard du Mercantour, CS 23182, 06204 NICE Cedex 3
Nature de la demande : travaux (nécessaires à la sécurité civile) et coupes de bois en cœur de parc national (ayant un impact visuel notable)
Intitulé du projet : Traitement des risques d'embâcles en aval du vallon
Localisation : vallon des Erps, parcelles section M n°04, 05 et 09 commune de Saint-Martin-Vésubie

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, R.331-18, R.331-19, R.331-67 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 7, 15 et 17,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14 et 35 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 15 septembre 2021,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 26 août 2021 par Monsieur Carli Rémi, responsable du Pôle Entretien des cours d'eau au sein du SMIAGE Maralpins,

Considérant que la demande porte sur le démantèlement mécanique des embâcles dans le lit majeur du vallon, la coupe des arbres à risque situés de part et d'autre et l'exportation des bois issus de ces interventions au moyen d'un câble suspendu de débardage,

Considérant que ces interventions sont motivées par le besoin de réduire les risques de dévalaison de bois en aval, pouvant former de nouvelles embâcles au niveau du Boréon ainsi que d'éviter de favoriser la prolifération des scolytes,

Considérant qu'en ce qui concerne le risque de prolifération des scolytes, un diagnostic préalable d'un Correspondant Observateur du DSF aurait permis de mesurer le risque de manière plus objective, que le SMIAGE n'a pas prévu cette expertise tout en débutant ces interventions en aval du vallon,

Considérant que la crainte d'une prolifération de scolytes ne doit empêcher de laisser du bois mort au sol ou sur pied, ces insectes ne s'attaquant qu'aux bois vivants et affaiblis favorisés par un contexte d'exploitation intensive des peuplements forestiers, et que le calendrier d'intervention – automne 2021 – n'aura aucun effet limitatif sur le risque éventuel d'une prolifération en 2002, compte-tenu de la phénologie reproductive de ces espèces,

Considérant également que le démantèlement des embâcles stabilisées et l'extraction des bois – notamment souches – dans le lit majeur du cours d'eau est source d'appauvrissement de la diversité faunistique des lieux et facteur de déstabilisation supplémentaire de berges,

Considérant que la coupe des arbres sur les berges ne doit pas engendrer une ouverture visuelle excessive dans le paysage, et qu'un maximum de bois mort doit également être conservée au sol ou sur pied pour maintenir la biodiversité associée à cette interface linéaire entre les écosystèmes forestiers et torrentiels – effet de lisière –,

Considérant la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Le Syndicat mixte pour les inondations, l'aménagement et la gestion des eaux (SMIAGE) Maralpin, représenté par son président, Monsieur GINESY Charles-Ange, est autorisé à réaliser des travaux et des coupes d'arbres dans le lit majeur du vallon des Erps et ses abords, situé sur la commune de Saint-Martin-Vésubie et en zone cœur de parc national.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions relatives à la coupe des arbres sur les secteurs terrestres d'intervention (hors lit du vallon)*

2.1. Les arbres « à risque » feront l'objet d'une identification préalable par marquage à la souche et d'un décompte, effectués de concert avec un agent du service territorial du parc national.

Ces arbres « à risque » sont exclusivement les suivants :

- * arbres dépérissants sur pied dont les racines sont en partie à nu et qui penchent en direction du torrent
- * arbres couchés sur les crêtes de l'arrachement. Ceux-ci seront coupés au niveau où le fût surplombe le torrent dans le vide, la partie de l'arbre couchée sur le sol restera intacte.

2.2. La coupe des arbustes, de quelle qu'essence que ce soit et des feuillus, est interdite, de même que celle des arbres morts sur pied ou au sol ayant perdu leur ramification fine.

2.3. Le marquage des arbres sera réalisé à la peinture écologique et temporaire – type 30 jours.

2.4. La coupe des « arbres à risque » sur pied d'un diamètre supérieur à 20 cm (mesuré à 1,30 m du sol) devra être impérativement précédée d'une vérification de l'absence de gîte arboricole (trou de pic, décollement d'écorce favorable aux chiroptères...).

En cas de présence d'un tel gîte, la coupe de l'arbre n'est pas autorisée.

2.5. La coupe sera exclusivement réalisée sur les arbres marqués, à l'aide d'outils manuels le cas échéant, à moteur thermique à condition d'utiliser des huiles biodégradables.

2.6. Le dessouchage est interdit. L'arasement des souches des arbres coupés est autorisé jusqu'à la position du marquage préalable qui devra être conservé.

2.7. L'ensemble des houppiers et les branches issus des coupes seront laissés entiers sur place, au sol et rassemblés en tas au pied des souches.

Une proportion de 30 % des troncs sera également laissée au sol, sur place, non débités.

2.8. Tout brûlage ou broyage des produits de coupe est interdit en cœur de parc national.

- *Prescriptions relatives aux interventions sur les embâcles*

2.9. L'ensemble des interventions mises en œuvre dans le lit du vallon sera réalisé manuellement ou à la pelle-araignée à l'exclusion d'autres engins motorisés. Comme prévu dans la demande, l'huile hydraulique de cet engin sera biodégradable.

2.10. Les souches composant les embâcles stabilisées, situées en-dehors du lit mineur et à proximité des berges (conditions cumulatives) seront conservées sans intervention.

2.11. Le dégagement des embâcles situées dans le lit majeur du vallon ne devra pas aboutir à la création de ruptures brutales du profil en long et du profil en travers (référence : profils post-crue).
Au besoin un remodelage grossier des blocs et sédiments devra être effectué sur chaque zone d'intervention.

2.12. Le prélèvement des matériaux rocheux et sédimentaires présents dans le vallon des Erps et leur transport en d'autres lieux n'est pas autorisé.

2.13. Aucun reprofilage des berges n'est autorisé.

- *Prescriptions relatives au débardage à câble et à l'accès au chantier*

2.14. Le dispositif servant de « mât amont » au câble de débardage devra être entièrement réversible et démonté sans laisser de trace à l'issue des travaux.

Les ancrages au sol ou sur les éléments rocheux ne sont pas autorisés, même temporaires.

Les ancrages sur les arbres devront être mis en œuvre avec les protections requises pour éviter toute blessure ou affaiblissement des sujets concernés.

2.15. La mise en place du câble, de l'axe de débardage vers le camion-mât et le cas échéant des zones de stockage des grumes ne devra pas générer de coupes supplémentaires dans le peuplement forestier.

2.16. Aucun aménagement d'accès nouveau, remodelage ou recalibrage d'accès existant pour les besoins d'accès au chantier n'est autorisé par la présente, même de manière temporaire.

2.17. Les espaces de stockage temporaire des bois devront être situés en-dehors du cœur du parc national ou à l'intérieur de l'enceinte du Centre Alpha.

2.18. Tous les bois débardés dans le cadre des travaux devront impérativement être évacués à l'échéance de la présente.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 31 décembre 2021, exclusivement sur les créneaux horaires diurnes.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

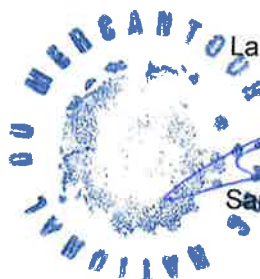
Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 15 septembre 2021



La Directrice-adjointe

Sandrine GRANDFILS

Copies :

- service territorial Vésubie
- CGP – C.Crassous

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.